

Que penser de l'obligation scolaire ramenée à 16 ans?

ERIC BOSSART

Smart Attitude, société de conseil aux PME

Nous avons assisté ces derniers jours à des échanges bien affirmés, par presse interposée, entre le ministre de l'Emploi et de la Formation de la Région wallonne, Pierre-Yves Jeholet (MR), et la ministre de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Marie-Martine Schyns (cdH). Au menu: l'abaissement de l'obligation scolaire à 16 ans, notamment en raison d'un système d'enseignement qui ne répondrait plus aux besoins actuels. Qu'en penser vraiment?

Tout le monde connaît les réflexions qui durent depuis de très nombreux mois au sujet du Pacte d'excellence dans l'enseignement. J'ai eu l'occasion de participer à l'une ou l'autre réunion en tant que président d'instance bassin enseignement-formation-emploi (en abrégé: IBEFE); j'ai rapidement compris qu'il s'agissait d'une énième réflexion, menée dans le plus grand consensus pour éviter de froisser les nombreux représentants autour de la table.

Un exemple: à propos de la formation en alternance (CEFA) et de la valorisation de l'enseignement qualifiant (technique et professionnel), pourquoi refaire le monde alors que des discussions ont eu lieu sur le même sujet lors du projet «2013, année des compétences»? Cela a coûté beaucoup d'argent, des conclusions ont été rédigées, mais quand on y fait référence, personne ne s'en préoccupe. C'est interpellant. Continuons ainsi et le Pacte d'excellence ne répondra pas aux vraies préoccupations.

Rien n'a évolué

La formation en alternance, parlons-en! Pour rappel, il s'agit d'une formation duale, donnée en partie à l'école ou dans un centre de formation, et en partie en entreprise. Ce système fonctionne à merveille en Allemagne, en Suisse, en Autriche, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, et même en Communauté germanophone. En résulte un taux de chômage des jeunes peu élevé – 8,8% aux Pays-Bas, 6,8% en Allemagne, ... – et des entreprises qui trouvent les compétences adaptées. Pour rappel, en Wallonie, le taux de chômage des jeunes se situe à 23,4%, alors que 30.000 emplois restent vacants, notamment dans les filières technologiques et informatiques.

La précédente ministre wallonne de l'Emploi et de la Formation, Eliane Tillieux (PS), a multiplié visites et démarches pour mieux valoriser la formation en alter-

nance. Le relais devait être pris par les IBEFE dont c'était d'ailleurs la priorité. Hormis une tentative ou l'autre, rien n'a évolué. On peut dès lors s'interroger sur la plus-value que représentent vraiment les IBEFE...

Pourquoi en sommes-nous arrivés là? La Belgique est championne du compromis toutes catégories; et la Wallonie n'est pas en reste. Plutôt que de réformer en suivant l'évolution économique, on préfère maintenir ce qui est en place, et construire quelque chose de plus, à côté. Résultat: un paysage de la formation devenu touffu et incompréhensible, de nombreux doublons, une concurrence entre acteurs, des discussions à n'en plus finir dès que l'on touche à un iota de la réglementation en vigueur.

Un exemple? Pour les 15-18 ans, la même formation peut être organisée dans un CEFA (Fédération Wallonie-Bruxelles) et un centre IFAPME (Région Wallonne) situés à quelques centaines de mètres l'un de l'autre; sans parler de l'absence de mutualisation des infrastructures. Lorsque j'essaie de sensibiliser les employeurs aux différentes formules qui existent, ils n'y comprennent rien. Quoi de plus normal.

Pas comme ça

Ces mêmes employeurs que l'on accuse de ne pas ouvrir leurs portes aux stagiaires et aux apprentis. Pourtant, je discute avec eux chaque jour, et croyez-moi, leur discours est clairement très ouvert: oui, ils ont besoin de compétences; oui, ils sont prêts à investir dans la formation de jeunes; mais pas comme cela, pas en ayant des systèmes de formations à deux, trois, quatre vitesses, pas en accueillant des jeunes que l'on ne prépare absolument pas à l'approche entreprise, pas avec des institutions qui ne suivent pas suffisamment l'évolution des métiers ou des technologies. Même s'il ne faut pas généraliser, le fossé reste énorme, il faut bien le reconnaître.

Qu'on le veuille ou non, ce sont nos entreprises qui indiqueront la direction à prendre, parce qu'elles ont une responsabilité

en termes de pérennité, et donc en termes d'emploi.

Alors, quand un ministre propose de fixer l'obligation scolaire à 16 ans, au-delà de la déclaration politique, il s'agit d'un discours symbolique, et je suis plutôt pour. Parce que nos jeunes font partie de générations pour lesquelles les bancs de l'école ne suffisent plus; parce que les entreprises ont plus que jamais besoin de têtes bien faites plutôt que bien pleines. Et ce, pour autant qu'il y ait une vraie coresponsabilité: celle des jeunes, celle des entreprises, celle des partenaires sociaux, celle des enseignants et formateurs.

Et concernant ces derniers, quel beau challenge que celui de construire un cours avec des jeunes qui ont accès à l'information immédiate, et quel beau challenge que celui de quitter sa classe pour aller à la rencontre du terrain. Perte de pouvoir avoueront certains... je dirais plutôt: avenir, bon sens et coresponsabilité.

Si nous voulons que notre contexte socio-économique évolue, il faut, d'une part, simplifier les structures et, d'autre part, construire les ponts qui permettront une réelle adéquation entre offre et demande de compétences. Et donc, oui, je suis favorable à un enseignement régionalisé... j'irais même plus loin que le discours du ministre: un enseignement qui ferait partie du même poste ministériel que celui de la formation et de l'emploi, afin d'assurer une cohérence, comme c'est le cas en Communauté germanophone ou dans des pays qui nous entourent. Et oui, je suis favorable à une formation en alternance, où enseignants-formateurs et entreprises opèrent en réel partenariat, ouvrant ainsi la porte aux filières d'enseignement supérieur – en alternance également – et/ou à l'emploi.

Avec la numérisation croissante et extrêmement rapide de notre économie apparaissent de nouvelles compétences et de nouveaux métiers. Comparée aux autres pays européens, la Belgique devient progressivement à la traîne; il y a donc urgence. Qu'on le veuille ou non, ce sont nos entreprises qui indiqueront la direction à prendre, parce qu'elles ont une responsabilité en termes de pérennité, et donc en termes d'emploi. Jamais l'économie n'a été aussi proche du social. Alors, qu'attendons-nous?